



PROPOSITION AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES EN VUE DE LA PRÉPARATION DU BUDGET FÉDÉRAL – AOÛT 2014

RÉSUMÉ

L'industrie canadienne de l'édition indépendante publie la vaste majorité des livres écrits par des auteurs canadiens, contribue à l'économie locale et doit concurrencer avec les multinationales étrangères qui ont des filiales au Canada. Les éditeurs canadiens sont fiers de ce qu'ils ont réalisé au cours des 40 dernières années : publication d'ouvrages précurseurs en littérature et en histoire canadiennes; lancement de carrières d'écrivains désormais reconnus à l'international; publication d'ouvrages pédagogiques pour répondre aux besoins particuliers des étudiants canadiens; publication de livres pour enfant appréciés partout dans le monde; et un secteur de l'édition professionnelle ingénieux et concurrentiel. Ces résultats sont une grande source de fierté pour les fondateurs de l'édition canadienne et une source d'inspiration pour la génération à qui ils ont passé le flambeau.

Ces réussites ont en partie été rendues possibles grâce aux investissements judicieux du gouvernement et à ses politiques à long terme. À la lumière des changements importants dans le monde du livre, de la législation et de l'exécution des politiques, ces investissements doivent être ajustés aux réalités actuelles. Nous recommandons donc l'augmentation du financement accordé au Fonds du livre du Canada, au Conseil des arts du Canada et aux programmes visant à encourager la lecture et la littératie. Nous recommandons également le financement ponctuel pour la présence canadienne lors du Salon du livre de Francfort, en 2017, lors duquel le Canada sera à l'honneur.

L'ASSOCIATION OF CANADIAN PUBLISHERS

L'Association of Canadian Publishers (ACP) représente 115 éditeurs anglophones des 10 provinces canadiennes et du Nunavut. Nos membres sont des entreprises indépendantes détenues et exploitées par des Canadiens. Nous embauchons des Canadiens de toutes les régions et contribuons à l'économie en nous procurant les biens et services nécessaires à la publication de nos livres : rédaction, illustration, mise en page, impression, distribution et plus encore. Chaque année, nos membres et nos homologues francophones publient près de 80 % des nouveaux livres écrits par des auteurs canadiens. De fait, les multinationales anglophones ayant une filiale à Toronto ne publient qu'une infime partie des livres canadiens. Presque tous

les livres d'auteurs canadiens anglophones célèbres tant au Canada qu'à l'étranger ont commencé leur carrière avec des éditeurs membres de l'ACP : Alice Munro, Margaret Atwood, David Suzuki, Miriam Toews, Thomas King, Lisa Moore, Douglas Coupland, Alistair MacLeod, Robert Munsch, Farley Mowat et Michael Ondaatje, pour ne nommer que ceux-là. En 40 ans d'histoire, l'ACP a alimenté la croissance et le développement de la littérature canadienne de tout genre, et ce, partout au pays.

CONTEXTE ACTUEL

Le marché au Canada anglais

La majeure partie des revenus des multinationales de l'édition ayant une filiale à Toronto provient de l'importation de livres de leur société mère aux États-Unis et au Royaume-Uni. Pour ces multinationales, publier des auteurs canadiens n'est qu'une source de revenus secondaire axée exclusivement sur la publication de livres à succès (*bestsellers*). Les éditeurs indépendants doivent concurrencer ces multinationales jour après jour afin d'assurer des contrats aux auteurs canadiens et de garantir la vente de leurs livres. Alors que les multinationales peuvent compter sur les poches bien garnies de leur société mère, les éditeurs indépendants doivent faire preuve d'innovation et de créativité pour contrecarrer les avantages qu'offrent les économies d'échelle à ces géants. Malheureusement, les éditeurs indépendants sont rarement en mesure d'offrir les avances généreuses que les multinationales peuvent verser aux auteurs-vedettes pour les garder dans leur écurie. Malgré tout, les entreprises canadiennes continuent à publier des livres extrêmement appréciés. En 2013, par exemple, 12 des 14 lauréats des prix littéraires du Gouverneur général du Canada avaient été publiés par des maisons d'édition canadiennes, de même que la lauréate du prestigieux Prix Giller.

Aujourd'hui plus que jamais, la balance penche en faveur des multinationales. Une série de fusions, la plus récente étant celle de Penguin et de Random House, a mené à la création d'une poignée de grandes sociétés étrangères dotées d'un pouvoir de négociation énorme face aux détaillants. La fusion d'entreprises de vente au détail a également accru ce déséquilibre, provoquant la fermeture de nombreuses librairies indépendantes, qui jouaient pourtant un rôle de premier plan dans la diffusion des éditeurs indépendants et de la littérature canadienne. Indigo-Chapters a aussi connu une période de restructuration, accompagnée de la réduction de l'espace de plancher réservé aux livres et de la fermeture de plusieurs magasins. Alors que les communautés canadiennes perdent leurs librairies – qu'elles soient indépendantes ou membre d'une bannière –, les éditeurs canadiens intensifient leurs efforts pour rester concurrentiels.

Le marché grand public du livre est maintenant largement contrôlé par trois conglomérats étrangers (Penguin-Random, HarperCollins et Simon & Schuster), un détaillant étranger en ligne (Amazon.ca), un détaillant étranger de livres numériques (Kobo) et une chaîne nationale classique (Indigo-Chapters). Certaines de ces fusions ont été rendues possibles grâce aux exceptions à la politique d'examen des investissements que Patrimoine Canada a accordées au

cours des 15 à 20 dernières années, une politique qui a été continuellement contournée pour répondre aux exigences d'intérêts étrangers. Cela a eu pour résultat de favoriser les grandes surfaces, où les livres à succès (*bestsellers*) étatsuniens noient les ouvrages régionaux, spécialisés, expérimentaux et originaux qui devraient être la marque de notre industrie du livre.

Le marché de l'édition pédagogique

Les éditeurs pédagogiques canadiens, comme leurs homologues commerciaux, doivent concurrencer avec une poignée d'entreprises étrangères dont les livres sont omniprésents dans les classes canadiennes. Les entreprises canadiennes actives dans ce marché publient des ouvrages à l'image de leur engagement profond à l'égard de l'éducation canadienne, des ouvrages qui sont très utiles aux enseignants et aux étudiants. La plus grande menace pour les éditeurs indépendants, voire pour tous les éditeurs qui publient au Canada, est probablement les pertes importantes découlant de la *Loi sur la modernisation du droit d'auteur* de 2012, qui donne le droit aux établissements d'enseignement de demander une exemption de versement de redevances en vertu du droit d'auteur. Ce changement a entraîné une diminution importante des revenus des éditeurs qui publient des ouvrages pédagogiques, c'est-à-dire presque toutes les maisons d'édition canadiennes. Il va s'en dire que cela a eu des conséquences dévastatrices pour les éditeurs spécialisés dans l'édition pédagogique. Il faudra de nombreuses années pour réparer ces dommages. De plus, sans protection adéquate du droit d'auteur, c'est toute la publication d'ouvrages pédagogiques canadiens qui sera en péril. Alors que les débats sur l'interprétation de la loi avancent lentement devant les tribunaux – et que de nouveaux modèles d'affaires sont élaborés, testés, revus et corrigés –, certaines entreprises ont du mal à rester concurrentielles.

Technologie

Les éditeurs ont également travaillé très fort pour s'adapter aux nouvelles technologies. Les membres de l'ACP participent activement à la création de livres électroniques, ainsi qu'à leur distribution directement aux consommateurs ou par des canaux de vente en gros et au détail. Cette démarche a exigé de gros investissements dans un marché qui ne fait pas encore ses frais, mais des modèles plus rentables devraient voir le jour avec le temps. Mentionnons également que la chaîne d'approvisionnement en livres du Canada (livres imprimés et électroniques) est l'une des plus avancées au monde du point de vue technologique.

Exportation

Les éditeurs indépendants canadiens ont toujours été très actifs sur le marché international, achetant et vendant les droits d'auteur de livres imprimés dans plusieurs pays et dans différentes langues. Le Canada est présent chaque année aux salons du livre de Francfort, de Londres, de Pékin et de Bologne afin de les soutenir dans ce domaine, permettant ainsi de faire rayonner les auteurs canadiens partout dans le monde.

Les éditeurs doivent relever de nouveaux défis pour ajouter le livre électronique à leurs

exportations, car le *Règlement sur l'importation de livres* – qui s'applique en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur* et qui offre un soutien essentiel à l'infrastructure canadienne de distribution – ne concerne que les livres imprimés. Cette disparité limite la capacité concurrentielle des éditeurs canadiens dans le secteur du livre électronique.

L'AVENIR

Si le Canada souhaite rester concurrentiel sur le marché international et maintenir sa croissance économique, avoir une main-d'œuvre qualifiée et éduquée sera l'un de ses plus grands atouts. Les programmes visant à promouvoir la lecture et la littératie sont essentiels pour s'assurer que la main-d'œuvre canadienne soit en mesure de relever ce défi. De plus, ces mêmes programmes soutiennent la croissance des communautés autochtones, aident les nouveaux arrivants à s'adapter à leur nouveau pays et permettent d'améliorer les résultats des centres correctionnels. Bien sûr, il est dans l'intérêt des éditeurs canadiens que le plus de Canadiens possible soient capables de lire, mais c'est également dans l'intérêt du Canada dans son ensemble, en tant que démocratie participative, d'avoir des citoyens éduqués et bien informés. D'autant plus que la lecture sera encore plus importante dans le Canada de demain.

Malgré la multitude de défis que doit relever notre industrie, la plupart des entreprises obtiennent des résultats comparables ou supérieurs d'un exercice à l'autre. Notre industrie n'a jamais été du genre à rapporter de gros profits ou d'imposantes marges bénéficiaires. Si la plupart de ses joueurs réussissent, c'est grâce à une gestion prudente de ressources limitées et à leur engagement à publier des ouvrages canadiens pour les lecteurs du Canada et du monde entier. D'autres ont également une mission régionale, à savoir publier des livres qui s'adressent à leur communauté et qui sont à leur image et faire connaître les auteurs locaux auprès d'un plus grand nombre de lecteurs possible.

Une deuxième génération d'éditeurs commence à reprendre le flambeau dans certaines entreprises et dans l'ensemble de l'industrie. Ces éditeurs sont déterminés à apporter leur contribution au patrimoine littéraire canadien et aux entreprises qui y participent. Ils comptent sur le fait que le gouvernement restera à leur côté pour les aider à y parvenir.

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

Le Fonds du livre du Canada et le Conseil des arts du Canada ont tous deux été d'une grande aide pour relever les défis mentionnés précédemment, et les éditeurs ont travaillé d'arrache-pied pour optimiser cet investissement de l'argent des contribuables dans la culture canadienne. Depuis près de 15 ans, Patrimoine Canada finance de façon constante et directe l'industrie canadienne du livre (désormais par l'entremise du Fonds du livre du Canada), avec un financement de base et un financement additionnel (ce dernier ayant été revu et renouvelé tous les cinq ans). Dans son budget 2014-2015, le gouvernement a annoncé que le financement additionnel serait désormais permanent. Les éditeurs apprécient énormément le maintien du

montant total, particulièrement depuis les six dernières années, pendant lesquelles le gouvernement a dû faire des choix économiques difficiles. Ils sont également particulièrement reconnaissants de cette décision récente de stabiliser le financement destiné à l'industrie du livre.

Nous croyons que le temps est venu d'aligner ce financement avec les réalités fiscales et commerciales actuelles. L'inflation fait des ravages. Le marché du livre électronique continue à exiger des investissements, sans encore fournir un rendement adéquat. C'est notre capacité à publier des auteurs canadiens qui est en péril aujourd'hui, des auteurs essentiels au patrimoine culturel de notre pays. Des livres et des auteurs qui permettent à nos étudiants d'apprendre leur histoire et leurs valeurs et aux Canadiens de tout âge de pouvoir lire des auteurs de leur coin de pays, à l'image de leur communauté et de leur culture. Bref, la capacité d'avoir une littérature nationale. Nous voulons publier ces livres, et nous voulons continuer à les défendre sur le marché, dans un environnement commercial équitable.

RECOMMANDATIONS

1. Augmenter le financement du Fonds du livre du Canada (passer des 39 millions actuels à 48 millions de dollars par année) afin de maintenir la compétitivité de l'industrie canadienne de l'édition, de soutenir l'innovation et de s'attaquer de façon stratégique aux réalités actuelles de l'industrie. Cette mesure, que nous avons déjà proposée en août 2014, permettrait aux éditeurs d'être plus concurrentiels à plusieurs niveaux : découverte de nouveaux auteurs; création de nouveaux circuits commerciaux; production et commercialisation de livres électroniques; et rayonnement et diffusion de tous les ouvrages d'auteurs canadiens.
2. Augmenter le budget du Conseil des arts du Canada de 35 millions de dollars, comme le recommande la Coalition canadienne des arts, de façon à compenser l'inflation et à refléter la contribution importante du secteur culturel à l'économie canadienne. Ce financement aiderait un vaste éventail d'organismes culturels et d'artistes, y compris des auteurs et des éditeurs d'œuvres littéraires, dans leurs efforts pour servir une population canadienne croissante et diversifiée.
3. S'assurer que les programmes de lecture et de littératie destinés aux nouveaux arrivants, aux Autochtones, aux jeunes à risques et à tous ceux qui en ont besoin continuent d'être offerts et soient mis en place dans les communautés où ils sont encore inexistantes.
4. Financer la participation du Canada à titre de pays à l'honneur lors du Salon du livre de Francfort, en 2017, l'événement le plus important dans l'industrie mondiale du livre. Alors que nous nous apprêtons à célébrer le 150^e anniversaire de la Confédération, cette invitation offrira au Canada une vitrine internationale extraordinaire, non seulement pour ses auteurs et sa littérature, mais également pour son art, sa culture, ses vins, ses produits alimentaires, son secteur touristique et toutes ses industries.

Ces mesures favoriseront la stabilité économique des éditeurs canadiens, tout en leur permettant de continuer à découvrir de nouveaux auteurs et à faire découvrir le Canada aux lecteurs canadiens et de partout sur la planète. Elles donneront aux éditeurs canadiens la possibilité d'explorer de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'affaires afin d'améliorer la compétitivité du Canada à l'échelle nationale et internationale. De plus, ces mesures auront des retombées économiques et sociales pour tous les Canadiens, puisqu'elles encourageront la lecture et tous les avantages qui en découlent : amélioration du rendement scolaire; participation accrue à la vie civile; meilleure compréhension de nos communautés et de nos régions; et amélioration de notre qualité de vie.

Nous prions donc le gouvernement de consolider et d'étendre ces programmes, dont le financement modeste offre des retombées exceptionnelles. Des programmes prometteurs pour le progrès et la compétitivité du Canada.

Le tout respectueusement soumis par l'Association of Canadian Publishers, avec l'appui du Literary Press Group of Canada.

Pour plus de détails :

Carolyn Wood

Directrice générale

Association of Canadian Publishers

carolyn_wood@canbook.org

Christen Thomas

Directrice générale

Literary Press Group of Canada

christen@lpg.ca